

Des unions économiques et moins économiques

Dans le cas où les économistes affirment à l'unanimité que le libre-échange est un facteur essentiel au développement économique, il peut sembler surprenant que les nombreuses zones de libre-échange régionales qui existent actuellement divisent le monde en plusieurs secteurs et entravent dans une certaine mesure le développement du libre-échange mondial. Certes, l'organisation mondiale du commerce a été créée dans le but de promouvoir le libre-échange, et le monde est plus interconnecté que jamais, mais dans le monde entier, au lieu du libre-échange, nous avons une économie mondiale divisée en plusieurs segments géographiques. Comme l'a montré la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne (UE), même dans ces parties, il y a des divisions et des divisions. Ainsi, la question se pose de savoir pourquoi les pays prennent des décisions apparemment peu optimales et incompréhensibles du point de vue économique et nuisent à la façon dont ils, ou les économies d'autres pays? Pour répondre à la question, il est nécessaire de considérer non pas tant le côté économique des unions économiques, mais les caractéristiques des unions économiques, politiques et poursuivant de nombreux autres objectifs.

L'UE compte 27 membres. Dans 19 d'entre eux, la monnaie officielle est l'Euro, mais en dehors de l'UE, il y a encore quelques pays qui utilisent l'Euro et font donc partie de l'Union monétaire. Certains pays non membres de l'UE font partie de l'espace Schengen et ont la possibilité de communiquer librement avec les pays membres de l'UE, mais auparavant, le Royaume-Uni n'utilisait ni l'Euro ni l'espace Schengen. Du point de vue de l'économie, de l'Europe et du monde, il serait souhaitable d'éliminer complètement tous les obstacles pour les personnes, pour le mouvement des biens et des capitaux, cependant, comme on ne le voit que dans l'exemple d'un seul continent, les choses ne se passent pas si facilement.

Au cours de la dernière année et demie, l'épidémie de coronavirus est devenue évidente dans certaines unions économiques et autres. La fermeture des frontières a montré que l'UE, dans des situations extrêmes, se transformait simplement en un groupe de pays côte à côte, adopté par certains dont la monnaie unique semble causer autant de problèmes, quelle solution? La réaction de l'UE à l'épidémie a exacerbé les désaccords existant entre les pays dits "riches" et les pays "moins riches" de l'Union. En particulier, l'Allemagne et les Pays-Bas se sont opposés à l'octroi de sommes astronomiques dans la lutte contre l'épidémie, car cela signifierait que les fonds fiscaux reçus de leurs citoyens seraient reversés à leurs voisins du Sud - l'Espagne, l'Italie et d'autres pays "pas très riches" (Valero, 2020). D'ailleurs, l'Espagne, l'Italie et la Grèce doivent à l'Allemagne plus d'un billion d'euros, qui ne pourront être restitués dans aucun scénario réaliste. Dans ce contexte, nous pouvons trouver une réponse à la question de savoir pourquoi le Royaume-Uni et la Suisse n'ont jamais adhéré à l'Union monétaire, ce qui facilite théoriquement le commerce, et pourquoi la Suisse n'est jamais devenue membre de l'UE et le Royaume-Uni l'a quittée il y a quelques années. La Suisse et le Royaume-Uni seraient naturellement parmi les membres "riches", et sur leurs épaules, ils devraient supporter le fardeau de toute l'Union. Dans le contexte de l'épidémie, l'introduction sans précédent de l'Euro dans l'économie a entraîné une dévaluation de la monnaie, ce que les pays qui n'ont pas remplacé l'Euro ont pu éviter de prendre des décisions liées à leur propre monnaie uniquement en tenant compte de leurs intérêts publics (Mishtalk, 2021).

L'Union la plus faible en dehors de l'Europe est les États-Unis, qui, bien sûr, sont perçus comme un seul état, mais ont été formés au fil des siècles à partir de l'unification d'états individuels. Les États-Unis sont bien sûr un état multinational, mais le fait d'être un pays unifié et le fait que le terme américain suggère une affiliation beaucoup plus forte qu'un européen ou un

citoyen de l'UE a contribué au fait qu'il n'y avait pas de différences similaires entre les États “riches” et “pas très riches”. La réaction à l'épidémie, cependant, selon les États, était assez différente et problématique.

Un exemple d'union internationale est l'Accord de libre-échange nord-américain, dont les membres sont les États-Unis, le Mexique et le Canada, entre lesquels des conditions de libre-échange s'appliquent. Également l'UEE, dont la République d'Arménie est membre. Dans un monde idéal, les économistes voudraient voir ces conditions libres entre tous les pays du monde et oublier complètement les notions de nation, d'état et de frontière, mais l'expérience montre que les objectifs et les intérêts politiques sont souvent plus importants que la croissance économique.

Dans le cas des grands États, il existe une taxe optimale sur les importations. Dans ce cas, certains obstacles au libre-échange, tels qu'une taxe à l'importation, peuvent avoir un impact positif sur un pays donné, mais au détriment d'un pays voisin. Lorsqu'un membre important d'un marché international impose une taxe sur l'importation d'un produit, il affecte l'ensemble du marché et les pays exportateurs sont obligés de le vendre à un prix inférieur, en opposition à la baisse de la demande dans le pays importateur. Ainsi, le pays qui a établi une taxe à l'importation bénéficie, car il importe ce produit à un prix inférieur, et reconstitue également les fonds publics grâce à ces taxes. Cependant, de telles méthodes nuisent au reste des pays et peuvent également entraîner des taxes de rétorsion sur les marchandises exportées vers le premier pays. Il s'avère que dans les deux pays, les consommateurs sont obligés de payer un prix plus élevé qu'ils n'auraient payé s'il y avait eu libre-échange.

La libéralisation du commerce mondial est un processus long et très complexe, et il est difficile d'imaginer un monde réellement idéal dans lequel les personnes, les biens et les capitaux seraient libres.

Les références

Mishtalk. (2021). *Who Benefitted from the Euro and Who Pays the Piper Now?* Վերցված հետևյալ աղբյուրից. Mishtalk: <https://mishtalk.com/economics/who-benefitted-from-the-euro-and-who-pays-the-piper-now>

Valero, J. (2020). *Germany and Netherlands 'open' to considering 'coronabonds'*. Վերցված հետևյալ աղբյուրից. Euractiv: <https://www.euractiv.com/section/economy-jobs/news/germany-and-netherlands-open-to-consider-coronabonds/>